

Lettre ouverte d'un citoyen Suisse à Alain Berset, ministre de la Santé

(Remarque: Certains lecteurs ont demandé s'ils pouvaient reprendre ce courrier pour l'envoyer à M Berset. L'auteur vient de confirmer son autorisation, et en serait même ravi. Il vous suffirait donc de la copier et compléter.)

À xxx, le 25 novembre 2020

Monsieur le Conseiller fédéral Alain BERSET,

Chef du Département fédéral de l'intérieur,

Secrétariat général SG-DFI

Inselgasse 1

CH-3003 Berne

Monsieur le Conseiller fédéral Alain Berset,

Vous recevez cette lettre d'un citoyen soucieux de la confiance qu'il porte aux institutions de son pays et de leurs représentants.

J'ai noté ce 20 novembre 2020 que l'OMS mettait en garde contre les effets secondaires, et ne recommandait pas le *Remdesivir* vendu par le laboratoire Gilead sous le nom commercial de *Veklury* pour le traitement des malades de la Covid-19. Selon ce qui ressort de l'étude *Solidarity*, il n'a « que peu ou pas d'effet sur la mortalité globale, la mise en route de la ventilation et la durée du séjour à l'hôpital chez les malades hospitalisés ». Cela m'a choqué pour différentes raisons que vous devriez comprendre :

Il y avait au 27 mars 2020 un espoir « fondé sur des bases rationnelles » que le *Remdesivir* devienne un traitement efficace pour les malades de la Covid-19. Ces *bases rationnelles* consistaient en une efficacité contre « divers *coronaviridae* en culture de cellules, ainsi que SARS-CoV et MERS-CoV in vivo dans des modèles animaux (...) »[\[1\]](#). C'est-à-dire qu'à cette date là, il n'y avait rien concernant des essais sur les humains infectés par coronavirus avec ce médicament. Celui-ci est connu pour avoir été développé pour Ebola et contre laquelle, d'ailleurs, il n'a pas été efficace.

Mais, selon le site officiel de Swissmedic, « le 29 juin 2020, Swissmedic a reçu une demande d'autorisation du remdesivir (...). Le lendemain, après une analyse du rapport bénéfice/risque, Swissmedic a décidé d'autoriser (...) la mise sur le marché du remdesivir en vertu de l'ordonnance (...) adoptée en urgence par le Conseil fédéral. »[\[2\]](#)

Je m'interroge sur ce qu'il pouvait y avoir à mettre du côté des bénéfices de ce rapport bénéfice/risque, à peine 3 mois plus tard ! Je lis que fin avril, alors qu'une étude chinoise a constaté l'inefficacité de ce médicament, la FDA autorise le remdesivir sur la base d'un essai[\[3\]](#) « décevant »[\[4\]](#) stoppé avant sa conclusion, sans effet sur la mortalité (!) et, pour certains, seul le hasard expliquait le maigre bénéfice observé : une réduction de

l'hospitalisation de 15 à 11 jours[5] ! Or, les experts de Swissmedic ont fondé leur décision sur : « Une vaste étude clinique menée avec le principe actif remdesivir aux États-Unis a mis en évidence un rapport bénéfice/risque positif chez les patients atteints de COVID-19 (...) »[6]. Les experts de Swissmedic se sont-ils basés sur cette même étude qui a convaincu la FDA ? On pourrait ne pas le croire, mais il semble que ce soit bien le cas.

Au-delà d'une présentation enthousiasmante de la part des journaux[7] c'était déjà des résultats en réalité médiocres voir inexistantes. Aussi permettez-moi de soumettre ceci à votre réflexion :

Cet article du *New England Journal of Medicine* comptait 9 auteurs, dont 7 en conflit d'intérêts avec Gilead (*grants, fees, travel support*). Un parmi ceux-ci était employé par Gilead au moment de la publication (voyez mon annexe). Partant du principe que l'OFSP dont vous êtes le chef n'a aucun mandat scientifique mais politique – en effet, une théorie politique des plus simples appréhenderait la politique comme espace de rapports de forces entre différents intérêts, encadrés par des règles institutionnelles et une éthique tout à fait variables des acteurs engagés – je demande la chose suivante : en quels termes ces conflits d'intérêts ont-ils été considérés par vos services ?

Dans ce contexte et à titre personnel, je ne revendique presque aucune compétence scientifique mais s'il y avait quelque chose d'autre de probant du côté des « bénéfiques » de ce médicament, cela apparaîtrait à quelque part, au moins sur votre site ou celui de Swissmedic. Or, il n'y a rien.

Concernant les *risques* du médicament, l'insuffisance rénale est connue depuis les premiers essais du *Remdesivir* sur Ebola. Un médecin (réputé complotiste, mais malgré tout un des meilleurs selon le site « xpertscape »), un certain Didier R., (je ne mentionne pas son nom pour le respect de l'intégrité intellectuelle des personnes non-complotistes et donc, bien sûr, la vôtre) pointe le doigt là-dessus depuis le début de l'utilisation de ce médicament, et l'OMS le confirme aujourd'hui.

Donc, « vous » avez autorisé un médicament ultra cher en 1 jour, sur des bases scientifiques absolument médiocres, en conflit d'intérêt direct, dont on conclura 4 mois plus tard, après avoir sans doute dépensé des millions, qu'il n'est pas efficace. **N'y a-t-il rien de fâcheux ?**

Ainsi je vous le demande, comment cette analyse bénéfice/risque a-t-elle été réalisée ? Je suis sûr que ce genre de décision ne se prend pas de manière informelle et il doit rester une trace écrite. **Je pense qu'il est très urgent que vous la dévoiliez. Moi, je vous la demande et une commission d'enquête devrait être mise sur pied.**

Avant ce 20 novembre 2020, jamais je ne vous aurais parlé de ce médecin réputé complotiste et aujourd'hui poursuivi par cette noble institution vichiste qu'est l'Ordre des médecins en France[8]. Mais Monsieur le Conseiller fédéral Alain Berset, considérez plutôt le scénario incroyable – quasiment hollywoodien – auquel cette annonce de l'OMS nous conduit :

Fin février 2020, ce médecin dont je tais le nom par respect pour votre intégrité, proposait dans une petite étude un traitement. Il le faisait sur la base d'articles venus de Chine qui proposaient et validaient l'emploi d'une molécule connue de longue date. Certes, l'étude du terrible médecin était critiquable comme tout ce qui est d'une vraie nature scientifique. Cependant la proposition de cette substance ne reposait pas sur quelques modèles animaux,

mais sur son efficacité sur la Covid-19 et tirée de l'expérience des Chinois durant la crise à Wuhan.

Or, dans le contexte de la bagarre méthodologique et surtout médiatique qui a immédiatement fait suite, un article était publié le 22 mai dans le *Lancet* contre le traitement proposé par cet illustre médecin mais... dit complotiste. Dès les lendemains de cette publication si ce n'est le jour même, le traitement du charlatan présumé était condamné par l'OMS et même dans les discussions de bistrot tellement le risque d'être pris à parti était grand... Place dès lors au *Remdesivir* alors même que l'article du *Lancet* s'est immédiatement (!) avéré être une vraie escroquerie scientifique (mais en aucun cas un complot, étonnant non ?). Il sera définitivement retiré le 4 juin.

La vente du *Remdesivir* s'est quant à elle très bien passée. Début octobre l'Union Européenne commande 500'000 doses à Gilead pour plus de 1 milliard d'euros[9]. Dans un appel téléphonique avec des investisseurs ce 28 octobre, Daniel O'Day, « chief executive » de Gilead affirmait : “We're proud to be at the front end of this with a very potent antiviral.”

On le comprend : « **Gilead Sciences, said that remdesivir, which has been authorized for emergency use since the spring, had brought in \$873 million in revenues so far this year (...)** »[10]. Dans cette affaire, tout a été fait pour entraver le traitement du Professeur dit complotiste, TOUT. Si bien qu'à ce jour aucune étude appliquant le protocole précis du médecin n'a été conduite, ou alors, elles ont été stoppées au moment où elles devenaient gênantes, selon le Professeur dit complotiste. Je prends le risque de le citer ici car il me semble ne pas avoir totalement perdu la « tête » malgré le fait qu'il appartienne désormais à la génération « pré-impérialisme scientifique » de l'industrie de la santé.

Et la Suisse ? Pour combien avons-nous acheté de doses depuis le mois de juin ? Des millions ? Combien ?

Pour finir cette chronologie, le 20 novembre 2020 l'étude Solidarity de l'OMS déconseille[11] le *Remdesivir* !

Le scandale ! Monsieur le Conseiller fédéral Alain Berset, **la Suisse « soigne » ses concitoyens avec un médicament qui n'a aucun effet avéré**. Bien sûr, on se consolera du fait qu'il était au moins issu d'un essai randomisé ! (avec placebo en intraveineuse, qu'en pensent les éthiciens ?) contre les études observationnelles du Monsieur-le-Professeur de l'ancienne génération.

Donc, en attendant que les grandes études crachent la vérité, le *Remdesivir* se vendait bien, mais s'utilisait sans efficacité aucune. Quelqu'un va-t-il endosser cette responsabilité ? Vous ?

Que je vous le dise, Monsieur le Conseiller fédéral, je me fiche du traitement du prof un peu fou. Oui, un peu fou de proposer un traitement qui semble être efficace (et de nombreuses études – évidemment pas directement soutenues par Gilead – vont aujourd'hui dans ce sens) à seulement 10 CHF, alors que les gens *sérieux* parlent d'autre chose : 2340 \$ par patient pour les 5 jours. Je me fiche de ces traitements car je n'ai pas eu besoin du premier (qui ne m'aurait pas été délivré du fait de la bienveillante limitation à son accès que nos institutions ont mis en place)[12] et j'aurais refusé le *Remdesivir*. Non, là n'est pas la question que je veux aborder dans cette lettre.

La question est, comme je vous le mentionnais plus haut, que je suis soucieux de la confiance que je porte aux institutions de mon pays et de leurs représentants. Monsieur le Conseiller fédéral, je vous propose de faire dès aujourd'hui toute la lumière sur les rouages de cette affaire et notamment sur de potentiels conflits d'intérêt des personnes privées et des institutions que sont Swissmedic et l'OFSP.

D'ailleurs, j'ai lu que la responsable de l'Office fédéral de la santé publique, Anne Lévy, aurait affirmé :

« Concernant la vaccination contre le Covid-19, elle n'exclut pas de la rendre obligatoire dans certains cas. La loi sur les épidémies prévoit que certaines fonctions ne peuvent être exercées que par des personnes vaccinées, souligne-t-elle. »[\[13\]](#)

La question est simple, est-elle votre cheffe ? A vous par la suite de faire la communication ?

Je dois avouer que je regarde ce que vous vous évertuez à décrire comme une crise terrible avec calme et lucidité. Mais la distance semble toujours plus grande entre « un véritable discours officiel, politique » et la réalité des données scientifiques publiées et cette affaire de Remdesivir révèle des aspects véritablement louches ! Par ailleurs, j'ai toujours trouvé insupportable toutes les désinformations qui ont accompagné ces derniers mois. Mais, Monsieur le Conseiller fédéral Alain Berset, vous êtes en train de nous forcer à choisir notre camp entre les non-complotistes et les terribles complotistes. **Personnellement, je me demande si certains de ceux que vous appelez « complotistes » n'auraient tout pas simplement des questions tout à fait légitimes sur le fonctionnement de l'institution à laquelle vous appartenez. Qu'en pensez-vous ?**

En première conclusion : jackpot de Big Pharma pour un médicament qui ne marche pas, jackpot annoncé pour des vaccins dont sur lesquels nous n'avons aucun recul et dont on ne sait même pas s'ils protégeront véritablement, et annonce ces jours au G20 de la part de la Chine qu'il serait bien de généraliser les certificats de santé par code QR pour répondre à :

“(...) un besoin de standardiser nos politiques et d'établir des voies rapides pour faciliter un flux ordonné des personnes”.[\[14\]](#)

La Suisse va-t-elle appuyer cette impérieuse nécessité ? Tout cela sans même que l'on entende nos autorités se prononcer avec un minimum de recule et de sens critique ?

J'ai été si fier auparavant de voir notre canton de Fribourg offrir une personne si brillante à nos Institutions. Cependant, sans une transparence totale sur ces affaires, ma confiance s'arrête là – au point final de cette lettre. **Je n'ai plus aucune confiance, je vous prie de le noter, ni envers l'OFSP et ses annonces et autres communications, ni en Swissmedic et en aucun propos placés dans votre bouche et celle de vos successeurs.**

Je crains aujourd'hui ce qu'il restera dans l'histoire de votre passage au Conseil fédéral sans que vous n'ayez rien dit !

- accompagnement en soin palliatif de la démocratie,
- passage vers une science laissée au plus offrant et hégémonique,

- dégradation de la notion de société civile à troupeau d'individus masqués à gérer au moyen de quelques technologies et contrôlés par la peur de la maladie. Pardonnez-moi la métaphore !

Pour me donner l'espoir de retrouver un jour confiance envers nos institutions, veuillez s'il vous plaît :

1. Présentez au public comment l'analyse bénéfice/risque du *Remdesivir* a été faite en vue de son autorisation en Suisse par les « experts de Swissmedic ». D'ailleurs, qui sont-ils au sens du point 2 ?

2. Faire au plus vite toute la lumière sur les conflits d'intérêt des personnes privées et des institutions que sont swissmedic et l'OFSP.

- - Quelles industries financent quelles structures (par exemple, montants alloués à des programmes universitaires, hôpitaux, recherches, de manière directe ou indirecte etc.) ?
 - Structure des revenus des professionnels de ces agences (qui paye les salaires, ont-ils des actions boursières, revenus annexes versés par l'industrie, défraiement pour des conférences etc.)
 - Mettre sur pied une commission d'enquête véritablement indépendante.

3. Pour combien la Suisse a-t-elle acheté de doses de Remdesivir depuis le mois de juin ?

4. Quelqu'un va-t-il endosser la responsabilité d'avoir utilisé un médicament qui ne soigne pas dans le cadre d'une médecine qui revendique la rationalité scientifique ? Va-t-on faire une estimation du nombre de décès liés à cette erreur d'appréciation ? Quel dédommagement ?

5. Qui commande à l'OFSP ? (Comment fonctionne la prise de décision?)

6. La Suisse va-t-elle entrer dans une ère de la surveillance généralisée par le biais du contrôle de l'état de santé ?

En attendant de pouvoir me faire une idée précise de l'intégrité intellectuelle et morale des gens qui ne cessent d'en faire appel au rationnel, non-étrangers à un phénomène de stigmatisation d'une population « complotiste » qui se laisserait abuser par n'importe quoi, je vous fais part, Monsieur le Conseiller fédéral Alain Berset, de l'assurance de ma considération et d'estime.

Comme mentionné, je garde l'espoir d'une confiance renouvelée envers nos Institutions dans les plus brefs délais.

M. X. Y.

Citoyen suisse